

Le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme dénonce les persécutions contre les Bouddhistes, et demande l'envoi des experts de l'ONU au Vietnam

GENÈVE, le 16 juin 2017 (VCHR) – Au nom d'Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, le Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme **Võ Văn Ái** a dénoncé devant la 35^e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU les persécutions contre les religions « non-reconnues » au Vietnam, en prenant l'exemple le plus significatif, celui de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV).

Võ Văn Ái a insisté sur le cas du Patriarche de l'EBUV Thích Quảng Độ qui est détenu pratiquement sans interruption et sous diverses formes (prison, camp, exil intérieur, assignation à résidence) depuis 1982, et sur celui de Lê Công Cầu, Secrétaire-général de l'EBUV et chef du Mouvement Bouddhiste de la Jeunesse, qui a fait une grève de la faim de 7 jours pour protester contre son interdiction de voyager.

Lê Công Cầu avait acheté un billet d'avion en urgence, le 14 mai dernier, pour se rendre auprès de Thích Quảng Độ dont l'état de santé s'était soudainement et gravement détérioré. La police de Huế était aussitôt venue lui signifier une interdiction absolue de sortir de chez lui, y compris pour se procurer de la nourriture. M. Ái a demandé devant le Conseil des Droits de l'Homme la libération immédiate de Thích Quảng Độ, la levée de toutes les entraves aux déplacements de Lê Công Cầu et la fin des persécutions religieuses.

« Le sort de Thích Quảng Độ et Lê Công Cầu est un bon résumé de ce que vivent quotidiennement les fidèles de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam : ils sont maintenus dans l'isolement, espionnés, empêchés de visiter leurs proches, privés de soins, harcelés et intimidés... », a commenté Võ Văn Ái en marge du Conseil des Droits de l'Homme. **« Pourquoi un tel acharnement ? Parce que le Parti communiste vietnamien ne souffre aucune concurrence, et un mouvement structuré, majoritaire et déterminé à œuvrer pour les droits de l'Homme, la démocratie et la justice sociale ne peut que lui faire peur ».**

Thích Quảng Độ a été l'un des précurseurs de la lutte pacifique en faveur de la liberté religieuse, des droits de l'Homme et de la démocratie au Vietnam, et reconnu à cet égard comme une « *force unificatrice* » et le « *symbole du mouvement démocratique grandissant* » par la Fondation Rafto qui l'a récompensé de son Prix Rafto en 2006. Il

est le seul à offrir une alternative démocratique et humaine globale au modèle imposé par le Parti communiste vietnamien. C'est pourquoi celui-ci le maintient arbitrairement en détention depuis plus de trois décennies.

En dehors de tout cadre légal, il est aujourd'hui enfermé dans une chambre du Monastère Zen Thanh Minh à Ho Chi Minh Ville (Saigon) à laquelle on ne peut accéder que par un escalier verrouillé par une grille de fer. Il n'a pas la pleine liberté d'en sortir. Privé de la présence de ses proches et de soins médicaux adéquats, Thích Quảng Độ, qui est âgé de 89 ans, a vu sa santé se dégrader continuellement. A la mi-mai 2017, il est soudainement tombé gravement malade et avait un besoin urgent de l'attention des siens.

C'est de façon délibérée que les autorités vietnamiennes ont empêché Lê Công Cầu de se rendre auprès de lui, comme elles tentent de le faire à chacun de ses départs. Exaspéré de ces continuelles interdictions illégales de voyager, Lê Công Cầu a entamé une grève de la faim de 7 jours (15-22 mai) pour laquelle il a finalement dû être brièvement hospitalisé.

« Isoler les dignitaires de l'EBUV les uns des autres pour qu'ils s'éteignent peu à peu dans l'indifférence générale, telle est la politique du régime vietnamien. L'on ne peut pas décemment abandonner Thích Quảng Độ à ce sort », a dit Võ Văn Ái qui a ajouté : **« Parallèlement, le gouvernement cherche à couper l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam de la population qui lui est très majoritairement attachée. C'est pourquoi, chaque année et cette année encore, il cherche à empêcher l'Église de célébrer le Vesak, la fête la plus sacrée du Bouddhisme ».**

En effet, en avril-mai, alors que tous les Bouddhistes préparaient l'anniversaire du Bouddha (Vesak), la police vietnamienne est venue chez les fidèles pour les dissuader d'assister aux célébrations organisées par l'EBUV. Dans le même temps, elle convoquait les responsables de l'Église et de la Jeunesse Bouddhiste pour des interrogatoires. Ceux-ci ont dû subir de lourdes pressions pour qu'ils renient cette Église et n'assistent pas au Vesak, en vain. Parmi eux figuraient les dirigeants de la Jeunesse Bouddhiste, Ngô Đức Tiến et Nguyễn Văn Đê à Huế, ou Lê Văn Thạnh et Nguyễn Anh Tuấn à Nha Trang.

Compte tenu de ces violations massives des droits de l'Homme, M. Võ Văn Ái a demandé au Conseil de Droits de l'Homme de presser le Vietnam d'accepter la visite dans le pays des experts de l'ONU sur les défenseurs des droits de l'Homme, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et d'association.